



L'actuelle situation de l'Espagne et la crise de l'Occident par Amadeo CISCAR *



L'actuelle situation de l'Espagne est si grave et elle s'est dégradée à un point tel en si peu de temps, qu'il n'est pas aisé de développer ce sujet avec un minimum de cohérence.

Je crois que l'Espagne n'est pas un cas unique, mais que tout ce que nous pourrions appeler Occident se trouve plongé dans une des plus graves crises de son histoire, peut-être la plus grave, parce que celle-ci affecte essentiellement son âme, qui paraît touchée à mort et sans plus aucune capacité de réaction. Si l'on s'en tient à l'Espagne il est certain que dans une courte période de deux ans, depuis le lâche attentat de Madrid, avec ses indéniables répercussions électorales, nous sommes passés d'une situation apparemment bonne à une autre situation dans laquelle les plus vieux démons que nous avons crus enterres sont réapparus plus vivants que jamais. Si l'on résume ces problèmes majeurs, qui bien évidemment s'ajoutent à d'autres problèmes également importants, mais que nous partageons avec les autres : chômage, travail précaire, immigrations- invasion, insécurité etc. - nous pourrions les aborder de la façon suivante :

LES VIEUX DEMONS

1. Le problème de l'Espagne : avec un aveuglement et une désinvolture indignes d'un gouvernement sérieux, et avec une politique qui a mis en évidence l'absence totale de principes et de projet - autre que celui de détruire la Droite, leur ennemi historique - les socialistes, appuyés par les communistes (et chez nous il ne s'agit nullement de postcommunistes) ont renforcé les mouvements séparatistes les plus dangereux, qui ont comme seul objectif la destruction de l'Espagne. Leur but ,disent-ils, était d'intégrer ces mouvements dans le système; mais comme les derniers jours se sont chargés de le démontrer (par les attitudes et les déclarations de l'ERC (Esquerra Republicana Catalana) et de l'ETA, ainsi que son prolongement abertzale) ces mouvements séparatistes n'ont rien cédé et n'ont pas modifié leurs programmes d'un pouce ; ils ont falsifié l'histoire et renforcé leurs mythes, inspirés uniquement par la haine de l'Espagne, et ceci a créé une situation véritablement explosive.

2. Le "Guerracivilisme" et l'institution monarchique : après la mort de Franco, la transition s'est opérée en supposant, par le biais d'un pacte tacite, que l'on se tournait résolument vers le futur, et que chacun acceptait de faire



quelques pas et de céder quelque chose : c'est ainsi que l'on approuva la constitution de 1978, et que l'on décréta que le passé " il valait mieux ne pas trop le ressasser". Dans les premiers temps du gouvernement socialiste de Felipe González, les choses se passèrent à peu près ainsi, étant donné que - outre le fait que l'on avait octroyé des millions en guise de compensation à des militaires, anciens combattants, exilés, fonctionnaires et professeurs de l'époque républicaine réputés plus ou moins victimes de représailles franquistes - on agissait en affirmant que s'il y avait eu Guerre et tragédie, cela impliquait la reconnaissance par tous du fait que toutes les erreurs devaient être reconnues afin qu'une telle tragédie ne se reproduise jamais. Dans l'ensemble, les mesures du gouvernement furent bien acceptées, et les inévitables manifestations de haine et de rancune ne prirent jamais trop d'importance.

Évidemment une telle situation recouvrait des disparités : dans certains cercles, ceux de la Gauche Unie (Izquierda Unida), cadre électoral du communisme, et surtout dans les facultés d'histoire et dans le giron de certains historiens néo marxistes : Tunon de Lara, Preston, Espinosa etc... se faisait jour peu à peu un révisionnisme, appliqué à la période de la République, de la Guerre Civile et du Franquisme : le sectarisme et le manichéisme le plus féroce ne sont jamais bien loin lorsque l'on tombe dans ce travers ; on vit ainsi apparaître la République comme un régime idéal et parfait qu'une poignée de militaires voyous voulurent abattre et abattirent grâce à l'intervention armée des puissances fascistes et nazis, suivis de la plus horrible répression que l'on ait vu dans l'histoire ! On l'appela même génocide, et l'on prit prétexte d'une fosse commune découverte à proximité de Valence pour ouvrir une polémique : un journal de gauche avança le chiffre de 26 000 personnes assassinées par Franco, alors qu'il est bien connu que ces sujets sont correctement étudiés par des chercheurs de l'université et que ceux-ci, qui ne peuvent être suspectés de sympathie droitière, estiment l'ensemble des victimes de la répression pour toute la zone de Valence (victimes de droite et de gauche confondues) à plus ou moins 3 000 personnes....

Ces gens-là donc n'ont rien appris et rien oublié, ils ne regrettent rien et il n'y a pas eu pour eux d'incendies de couvents, ni de persécutions religieuses, ni de soulèvements anarchistes, ni de révolution d'octobre 1934, ni ni ni....

Malgré tout cela, l'Association pour la Mémoire Historique n'aurait pas eu une très grande importance sans l'arrivée au pouvoir de M. Rodriguez Zapatero, lui-même petit-fils d'un capitaine républicain fusillé par les Franquistes - peut-être injustement - dans la région de Léon. Celui-ci a démontré qu'ils n'avaient pas surmonté ce traumatisme ni les séquelles de haine et de rancœurs qui lui sont attachées ; l'arrivée au pouvoir de M. Zapatero a donc permis l'essor de ces révisionnistes, à un point tel qu'ils en arrivent à occuper quotidiennement la presse écrite et parlée, et bien sûr avec une partialité écœurante.



On devine aisément que dans cette marée révisionniste l'institution monarchique - qui n'est là que par la volonté de Franco - est assez malmenée, et il est clair qu'elle est le prochain objectif de ces gens mal intentionnés. Le mois d'avril dernier, au motif de l'anniversaire de la proclamation de la république le 14 avril 1931, il y a une campagne dans les médias : écœurante jusqu'à la nausée, quoique avec très peu de retentissement dans le public (à Valence a eu lieu il y a quelques jours la première manifestation ouvertement républicaine avec une maigre participation de 3 à 4000 personnes). Il saute aux yeux que la majorité du public n'est heureusement pas de ce côté et n'approuve pas massivement -même à gauche - ce genre de manifestation ; la majorité plébiscite au contraire la Famille Royale chaque fois que l'occasion se présente ; mais c'est peut-être un début et l'ambiguïté du PSOE n'augure rien de bon.

Par ailleurs, le Roi, qui s'en tient strictement à son rôle constitutionnel, devait déjà affronter l'hostilité de l'extrême droite franquiste et phalangiste récalcitrante, ainsi que celle de ce qu'il reste du Carlisme. Il doit à présent affronter une certaine hostilité au sein du centre droit (Partido Popular), certains membres de ces milieux l'accusant plus ou moins ouvertement de complicité envers la politique suicidaire du PSOE en ce qui concerne l'unité de l'Espagne, ou à tout le moins de ne pas faire assez pour s'y opposer.

Je ne pense pas que le reproche soit mérité, car le roi est limité par la constitution, mais on peut en effet avoir l'impression que Don Juan Carlos cherche à s'attirer les bonnes grâces de ceux qui, en leur for intérieur, ne l'aiment pas, tablant par ailleurs sur le fait qu'il peut laisser de côté ceux dont il aura de toute façon toujours le soutien...

Voilà une situation curieuse et qui tend à se compliquer et s'envenimer de plus en plus

LE CAS DU CARLISME

Pour ce qui est des carlistes, la CTC, leur ligne idéologique s'éloigne de beaucoup de ce que fut le Carlisme historique. Elle est très proche de la ligne actuelle officielle du Vatican lequel, après le ferme coup de barre de Jean Paul II, a rendu l'Eglise de nouveau fréquentable. Mais, bien qu'il compte en son sein des gens très valables, il représente peu de monde, et son influence est faible ; et cela sans parler de sa position délicate en ce qui concerne la question dynastique: officiellement monarchiste mais sans prétendants, et probablement divisés en leur sein sur ce sujet, de plus viscéralement opposés à l'actuelle dynastie régnante, il rejette totalement toute idée de lutter à l'intérieur du système libéral en vue de l'améliorer (la politique du moindre mal): l'on comprendra qu'il est difficile de croître et de gagner des adeptes avec des positions et une histoire aussi difficile à comprendre pour l'immense majorité des Espagnols d'aujourd'hui.



Si nous ajoutons à cela une véritable terreur à l'idée de se rapprocher de ceux qui leur sont proches (une sorte de compromis nationaliste pratiqué par l'AF), due à la crainte bien compréhensible d'ailleurs d'être absorbés ou manipulés comme il ont été du reste en 1936 alors qu'ils étaient beaucoup plus puissants, nous devons admettre que - aussi honorable et courageuse soit-elle - leur action n'aura que très peu d'incidence sur la vie quotidienne de l'Espagne XXIe siècle...

CONCLUSION

Je vais donc pour conclure synthétiser ma position :

1. En Espagne la pire des monarchies est préférable à la meilleure des républiques, et il n'y a du reste pas de bonne république.

2. Les FUEROS ** peuvent être soit une référence soit un mythe : ils se conçoivent dans le contexte de l'ancien régime, mais ne peuvent pas être restaurés; le système actuel des autonomies dans le cadre des sociétés démocratiques - même si cela ne nous plait pas forcément toujours... - est le seul existant à l'heure actuelle en Europe : si on joue le jeu honnêtement c'est celui qui se rapproche le plus de l'Espagne FORAL...

3. Quand les autonomies sont employées malhonnêtement par les nationalistes basques et catalans etc. avec l'intention de détruire ce vieux pays de plus de 500 ans d'histoire commune, et des racines historiques plus vieilles encore (Espagne romaine ou visigothique); et quand pour obtenir ce résultat on a recours à la plus odieuse falsification historique, mon sang ne fait qu'un tour et quoi qu'il m'en coûte, je préfère l'Espagne à toute autre solution : nous serons toujours à temps , ensuite, de la modeler d'une façon honnête...



* **Amadeo CISCAR** nous a adressé ces réflexions de Valence (Espagne) - il y a quelques mois. Elles n'ont rien perdu de leur actualité. Tout au contraire.

** Les **Fueros** sont ce que l'on pourrait traduire en Français par « libertés locales », encore que cette traduction par une formule typiquement française ne prenne pas en compte la charge historique, la force des traditions et des droits régionaux qu'implique la notion de *Fueros*.